

Rapport du Président

Commission Permanente du
vendredi 18 février 2011

Service instructeur

N° CP-2011-2-10-3

Service de l'Action Internationale, Transfrontalière et Européenne

Service consulté

**PARTICIPATION AU FONDS COMMUN DE COOPERATION DANS LE CADRE DE
LA CONFERENCE DU RHIN SUPERIEUR**

Résumé : Le présent rapport a pour objet de soumettre à votre approbation la convention relative à la reconduction du "Fonds commun de coopération Rhin Supérieur" de la Conférence du Rhin Supérieur pour un montant de 16 666 € pour les années 2011-2012.

Le fonds commun de coopération est destiné à soutenir des projets communs qui serviront au positionnement du Rhin Supérieur en tant que Région Métropolitaine modèle. Sa création découle de la déclaration commune du 10^{ème} Congrès Tripartite qui s'est tenu le 9 février 2006 à Freiburg. Il est applicable sur le territoire sous mandat de la Conférence du Rhin Supérieur selon l'Accord de Bâle sur la coopération transfrontalière dans la région du Rhin Supérieur du 21 septembre 2000.

Depuis sa création en 2007, il bénéficie d'un fort engouement et a déjà été reconduit une première fois pour les années 2009 et 2010. Ce fonds permet en effet de soutenir nombre de projets transfrontaliers, qui n'auraient pas nécessairement pu voir le jour autrement. Au cours de la période 2009-2010, il a ainsi contribué entre autres au financement du « Festival de théâtre du Rhin Supérieur », qui a rencontré un franc succès auprès des citoyens, à la création d'un site Internet et d'un logo pour la Région Métropolitaine Trinationale (RMT) du Rhin Supérieur, à la publication d'une carte recensant l'ensemble des instituts de recherche en environnement de la bande rhénane, à la cérémonie de lancement officiel de la Région Métropolitaine Trinationale (RMT) du Rhin Supérieur, le 9 décembre 2010 etc. De manière générale, il permet une meilleure réactivité : en effet, les demandes de financement sont examinées par les partenaires transfrontaliers soit en Comité de coordination de la Conférence du Rhin Supérieur soit par consultation écrite, et reçoivent une réponse (favorable ou défavorable) dans un délai relativement court, sans que le budget de chaque institution partenaire ne soit affecté par la décision prise.

Pour la période 2011-2012, sa dotation globale reste inchangée, soit 100 000 € par an pour toute la durée de la convention.

Le cofinancement de ce fonds est assuré à parts égales entre la France, l'Allemagne et la Suisse, selon la répartition suivante :

- Allemagne : 33 333 €

- France : 33 333 €

- Suisse : 33 334 €

Le gestionnaire du fonds est le Regierungspräsidium de Freiburg (Land de Bade-Wurtemberg).

La participation totale du Département à ce fonds est de 16 666 €, soit 8 333 € par an pour 2011 et 2012. La contribution départementale sera exigible au 30 juin de chaque année sur présentation d'une demande de versement par le service gestionnaire, accompagnée du rapport annuel de l'année précédente.

Au vu de ce qui précède, je vous propose :

- d'approuver la participation pluriannuelle du Département au « Fonds commun de coopération Rhin Supérieur », pour la période 2011-2012, à hauteur de 16 666 € ;

- d'autoriser le Président à verser au Regierungspräsidium de Freiburg, gestionnaire du fonds pour le compte des membres de la Conférence du Rhin Supérieur, la participation du Département au titre des années 2011 et 2012 selon les modalités prévues dans la convention de partenariat, jointe en annexe, soit 8 333 € en 2011 et 8 333 € en 2012 ;

- d'approuver la convention 2011-2012 relative à la reconduction du « Fonds commun de coopération Rhin Supérieur » et d'autoriser le Président à la signer.

Les crédits seront prélevés sur le programme F812/2678, chapitre 65, fonction 048, nature 6562 du budget départemental.

Je vous prie de bien vouloir en délibérer.

A handwritten signature in black ink, consisting of a large, stylized initial 'C' followed by a vertical line and a horizontal stroke, with the name 'BUTTNER' written in smaller letters below it.

Charles BUTTNER

DEUTSCH-FRANZÖSISCH-
SCHWEIZERISCHE
OBERRHEINKONFERENZ



CONFERENCE
FRANCO-GERMANO-SUISSE
DU RHIN SUPERIEUR

22.10.2010

**Convention pour la reconduction
du
« Fonds commun de coopération Rhin supérieur »
de la Conférence franco-germano-suisse du Rhin Supérieur**

2011 - 2012

**Weiterführungsvereinbarung
über den «Gemeinsamen Kooperationsfonds Oberrhein»
der Deutsch-französisch-schweizerischen Oberrheinkonferenz**

2011 - 2012

**Convention
relative à la mise en place d'un
« Fonds commun de coopération »**

Entre : - Le Land de Bade Wurtemberg
représenté par le
« Regierungspräsidium » de
Freiburg, en qualité de gestionnaire
du fonds
- le Land de Rhénanie-Palatinat
- l'Etat français
- la Région Alsace
- le Département du Bas-Rhin
- le Département du Haut-Rhin
- le Canton de Bâle-Ville
- le Canton de Bâle-Campagne
- le Canton d'Argovie
- le Canton de Soleure
- la République et Canton du Jura
dénommés ci-après « les partenaires »

vu :

- la Déclaration Commune du 10^{ème} Congrès tripartite « Avenir du Rhin Supérieur dans l'Europe élargie » le 9 février 2006 à Freiburg i. Br. et
- la résolution prise lors du Comité directeur de la Conférence du Rhin Supérieur du 13 octobre 2006 relative à la mise en place d'un Fonds commun de coopération.
- la résolution prise lors du Comité directeur du 22 octobre 2010 et de la résolution prise lors de la séance plénière de la Conférence du Rhin supérieur du 10 décembre 2010

Il est convenu ce qui suit :

ARTICLE 1 : Objet de la présente convention

La présente convention a pour objet de définir les modalités de la participation financière des signataires de la présente convention au Fonds commun de coopération de la Conférence du Rhin Supérieur, et de définir les modalités d'utilisation et de gestion du Fonds par les instances de la Conférence du Rhin Supérieur.

**Vereinbarung
über die Einrichtung eines
«Gemeinsamen Kooperationsfonds
Oberrhein»**

Zwischen : - dem Land Baden-Württemberg,
vertreten durch das
Regierungspräsidium Freiburg
als kassenführende Stelle
- dem Land Rheinland-Pfalz
- dem französischen Staat
- der Région Alsace
- dem Département du Bas-Rhin
- dem Département du Haut-
Rhin
- dem Kanton Basel-Stadt
- dem Kanton Basel-Landschaft
- dem Kanton Aargau
- dem Kanton Solothurn
- der Republik und dem Kanton
Jura
nachfolgend „die Partner“

wird

- in Bezugnahme auf die Gemeinsame Erklärung zum 10. Dreiländerkongress „Zukunft Oberrhein im erweiterten Europa“ vom 9. Februar 2006 in Freiburg i. Br. und
- auf Grundlage des Präsidiumsbeschlusses der Oberrheinkonferenz vom 13. Oktober 2006 über die Einrichtung eines Gemeinsamen Kooperationsfonds Oberrhein
- auf der Grundlage des Präsidiumsbeschlusses vom 22. Oktober 2010 und des Beschlusses des Plenums vom 10. Dezember 2010
folgendes vereinbart :

ARTIKEL 1: Gegenstand der Vereinbarung

Gegenstand dieser Vereinbarung ist die Festlegung der Modalitäten über die finanzielle Beteiligung der Unterzeichner dieser Vereinbarung an dem Gemeinsamen Kooperationsfonds der Oberrheinkonferenz sowie über dessen Verwendung und Verwaltung durch die Gremien der Oberrheinkonferenz.

ARTICLE 2 : Utilisation et gestion du fonds commun de coopération

2.1. Le Fonds commun de coopération est destiné à soutenir des projets communs qui serviront au positionnement du Rhin supérieur en tant que région modèle.

Il est applicable sur le territoire sous mandat de la Conférence du Rhin Supérieur selon l'Accord de Bâle sur la coopération transfrontalière dans la région du Rhin Supérieur du 21 septembre 2000.

2.2 Les partenaires chargent le Land de Bade-Wurtemberg (Regierungspräsidium Freiburg) en tant que responsable du projet, de la gestion du Fonds, selon les prescriptions budgétaires en vigueur dans ce Land. En conséquence, s'appliquent les dispositions relatives aux marchés publics du Land de Bade-Wurtemberg.

2.3 Le gestionnaire du Fonds conclura une convention avec les porteurs de projet qui spécifiera notamment les modalités de versement et, le cas échéant, de remboursement ainsi que le tribunal compétent en cas de litige.

2.4 Les porteurs des projets subventionnés doivent fournir au Regierungspräsidium Freiburg à des fins de vérification les preuves de l'utilisation (rapport et pièces comptables). Ces pièces sont à fournir au plus tard deux mois après l'utilisation des crédits. Si les moyens financiers ont été utilisés à d'autres fins, le gestionnaire en exigera le reversement.

ARTIKEL 2: Verwendung und Verwaltung des Kooperationsfonds

2.1 Der Kooperationsfonds soll für gemeinsame Projekte zur Positionierung des Oberrheins als Modellregion eingesetzt werden.

Geltungsbereich ist das Mandatsgebiet der D-F-CH Oberrheinkonferenz gemäß der Basler Vereinbarung über die grenzüberschreitende Zusammenarbeit im Raum Oberrhein vom 21. September 2000.

2.2 Die Partner beauftragen das Land Baden-Württemberg (Regierungspräsidium Freiburg) als Projektverantwortlichen mit der Verwaltung der Mittel nach den haushaltsrechtlichen Vorschriften des Landes. Es gelten die vergaberechtlichen Bestimmungen des Landes Baden-Württemberg.

2.3 Die kassenführende Stelle schließt mit dem Projektträger eine Vereinbarung ab, die insbesondere die Aus- und ggf. Rückzahlungsmodalitäten sowie das zuständige Gericht im Falle eines Rechtsstreits festlegt.

2.4 Die Träger der geförderten Projekte haben einen Nachweis der Verwendung (Sachbericht und zahlenmäßigen Nachweis) zu erbringen. Der Nachweis ist spätestens innerhalb von zwei Monaten nach Verwendung der Mittel dem Regierungspräsidium Freiburg zur Überprüfung vorzulegen. Sind die ausgezahlten Mittel zu anderen Zwecken verwendet worden, wird die kassenführende Stelle die ausgezahlten Mittel zurückfordern.

ARTICLE 3: Montant et modalités de versement des fonds

3.1. Le montant total du Fonds commun de coopération mis à disposition par les partenaires s'élève à 100 000 EUROS par an pour la durée de cette convention.

Le gestionnaire est le Regierungspräsidium Freiburg.

Chaque pays (Allemagne, France, Suisse) supporte un tiers du fonds. La répartition des contributions entre les partenaires est ventilée dans le tableau figurant en annexe 2. Cette annexe est partie intégrante de la présente convention.

Les contributions seront exigibles au 30.06 de chaque année sur présentation d'une demande de versement par le service gestionnaire, accompagnée du rapport annuel de l'année précédente.

Les partenaires ont la faculté d'effectuer à tout moment des contrôles sur la mise en œuvre du projet subventionné.

3.2. Les montants seront versés en Euros sur le compte n° 7495530102 auprès de la Baden-Württembergische Bank Karlsruhe, Code bancaire 600 501 01, IBAN DE02 6005 0101 7495 5301 02, BIC SOLADEST en précisant l'objet du versement 8710123832796.

ARTIKEL 3: Höhe und Auszahlungsmodalitäten der Mittel

3.1. Die Höhe der Mittel, die von den Partnern für den Kooperationsfonds zur Verfügung gestellt werden, beträgt für die Laufzeit dieser Vereinbarung jährlich 100.000 EURO.

Kassenführende Stelle ist das Regierungspräsidium Freiburg.

Auf jedes Land (Deutschland, Frankreich, Schweiz) entfällt 1/3 der Kofinanzierung des Fonds. Die Aufteilung der Beiträge auf die einzelnen Partner ist in einer Übersicht in Anhang 2 festgelegt. Dieser wird somit Bestandteil der Vereinbarung.

Die Beiträge werden nach Anforderung und Vorlage eines Jahresberichts des Vorjahres durch die kassenführende Stelle zum 30.6. jeden Jahres fällig.

Die Partner sind berechtigt, jederzeit Kontrollen über die Abwicklung des subventionierten Vorhabens durchzuführen.

3.2 Die Auszahlung der Mittel erfolgt in EURO auf das Konto Nr. 7495530102 bei der Baden-Württembergische Bank Karlsruhe, BLZ 600 501 01, IBAN DE02 6005 0101 7495 5301 02, BIC SOLADEST unter dem Kassenzeichen 8710123832796.

ARTICLE 4 : Reversement des fonds

Lorsque le gestionnaire du fonds ne respecte pas les dispositions de la présente convention ou les utilise à d'autres fins que celles stipulées à l'article 2, les signataires peuvent demander le reversement des fonds utilisés de manière non conforme aux dispositions de la présente convention.

Les fonds non engagés au 31 juillet de l'année suivante seront reversés aux partenaires proportionnellement à leurs apports après décision du comité-directeur.

ARTIKEL 4 : Rückforderung der Mittel

Wenn die kassenführende Stelle die Festlegungen dieser Vereinbarung nicht beachtet oder die Mittel für andere als die in Artikel 2 ausdrücklich erwähnten Zwecke nutzt, können die Partner die Rücküberweisung der zu Unrecht erhaltenen Mittel verlangen.

Die bis zum 31. Juli des Folgejahres nicht gebundenen Fördermittel werden anteilmäßig an die Partner zurückerstattet, sofern das Präsidium dies beschließt.

ARTICLE 5 : Durée de la convention

La présente convention couvre l'année 2011 et est reconduite automatiquement pour l'année 2012 sauf si un des partenaires a demandé sa résiliation par lettre recommandée avec accusé de réception au Regierungspräsidium Freiburg en tant que gestionnaire du fonds au plus tard le 30 septembre 2011.

Les versements des subventions pour les projets déjà approuvés peuvent être effectués jusqu'au 30 juin de l'année suivante.

L'engagement des partenaires ne vaut que sous réserve de la mise à disposition des moyens financiers auprès d'eux.

Le gestionnaire du fonds présente aux partenaires un rapport annuel lors du deuxième comité directeur de l'année suivante.

Le présent accord peut être résilié par chaque partenaire, en cas de manquement par un autre partenaire à une obligation figurant dans la convention sans indemnité après un préavis de trois mois adressé par lettre recommandée avec accusé de réception au Regierungspräsidium Freiburg en tant que gestionnaire du fonds.

Le comité directeur examinera courant 1^{er} semestre 2012 l'éventualité d'une reconduction à partir de 2013.

Annexes : Document établissant la procédure et les critères d'attribution des aides provenant du Fonds de coopération commun du Rhin Supérieur (annexe 1) et tableau fixant les contributions au Fonds commun de coopération Rhin supérieur (annexe 2)

ARTIKEL 5 : Dauer der Vereinbarung

Die Vereinbarung ist gültig für das Kalenderjahr 2011 und verlängert sich einmalig automatisch um ein weiteres Jahr, wenn sie nicht von einem der Partner schriftlich mit eingeschriebenem Brief mit Rückschein gegenüber dem Regierungspräsidium Freiburg bis spätestens zum 30. September 2011 gekündigt wird.

Bereits bewilligte Mittel können noch bis zum 30.06. des Folgejahres, ausgezahlt werden.

Die Unterzeichnung dieser Vereinbarung erfolgt unter dem Vorbehalt der Sicherstellung der entsprechenden finanziellen Mittel durch die Partner.

Die kassenführende Stelle legt den Partnern jeweils zum 2. Präsidium des Folgejahres einen Jahresbericht vor.

Diese Vereinbarung kann von jedem Partner im Fall der Nichterfüllung einer in ihr enthaltenen Verpflichtung durch einen anderen Partner jederzeit mit einer Frist von drei Monaten mit eingeschriebenem Brief mit Rückschein gegenüber dem Regierungspräsidium Freiburg als kassenführender Stelle gekündigt werden, ohne dass dem Kündigenden Schadensersatz droht.

Eine Weiterführung ab 2013 ist durch das Präsidium im Verlauf des ersten Halbjahres 2012 zu prüfen.

Anhänge: Verfahrens- und Kriterienliste für die Unterstützung von Projekten aus dem Gemeinsamen Kooperationsfonds Oberrhein (Anhang 1) und Tabelle der Beiträge zum Gemeinsamen Kooperationsfonds Oberrhein (Anhang 2)

UNTERZEICHNER

Land Baden-Württemberg

Dr. Rudolf Kühner
Regierungspräsident
Regierungspräsidium Karlsruhe

Julian Würtenberger
Regierungspräsident
Regierungspräsidium Freiburg

Land Rheinland-Pfalz

Staatssekretär Martin Stadelmaier
Chef der Staatskanzlei
Staatskanzlei Rheinland-Pfalz

UNTERZEICHNER/SIGNATAIRES

Kanton Basel-Stadt

Dr. Guy Morin
Regierungspräsident
Präsidialdepartement

Kanton Basel-Landschaft

Urs Wüthrich-Pelloli
Regierungsrat
Bildungs-, Kultur- und Sportdirektion

Kanton Aargau

Susanne Hochuli
Regierungsrätin
Departement Gesundheit und Soziales

Kanton Solothurn

Esther Gassler
Regierungsrätin
Volkswirtschaftsdepartement

République et Canton du Jura

Michel Probst
Ministre de l'Economie, de la Coopération et
des Communes

SIGNATAIRES

Etat français

Le Préfet de la Région Alsace
Préfet du Bas-Rhin
Pierre-Etienne Bisch

Département du Bas-Rhin

Le Président du Conseil général
du Bas-Rhin
Guy-Dominique Kennel

Région Alsace

Le Président du Conseil Régional d'Alsace
Philippe Richert

Département du Haut-Rhin

Le Président du Conseil général
du Haut-Rhin
Charles Buttner



FONDS COMMUN DE COOPERATION RHIN SUPERIEUR

Formulaire de demande de subvention de projet

Intitulé du projet :

1. Conditions d'éligibilité.....	p.2
2. Procédure.....	p.2
3. Informations générales.....	p.3
4. Informations sur le projet.....	p.4
5. Règles d'adjudication.....	p.6
6. Subventionnement.....	p.6
7. Plan de financement en recettes et en dépenses.....	p.7
8. Exigibilité des fonds.....	p.8

1. CONDITIONS D'ELIGIBILITE

1.1 Maître d'ouvrage :

- le demandeur est un partenaire cofinanceur du fonds de coopération en tant que porteur du projet ou le porteur d'un projet d'un organe de travail de la Conférence du Rhin Supérieur (association, institution) sur proposition de ce dernier,
- la participation de l'organe de travail demandeur de la Conférence du Rhin supérieur au financement du projet est facultative.
- Dans toute action de communication, le cofinancement par la Conférence du Rhin supérieur devra être mentionné.

1.2 Critères à respecter :

- le projet encourage le positionnement et le développement du Rhin Supérieur comme région modèle,
- le projet est issu de la Conférence F-D-CH du Rhin Supérieur,
- le projet est transfrontalier (généralement avec des partenaires venant des trois pays),
- le projet comporte une plus-value transfrontalière durable et poursuit les mêmes objectifs que la stratégie de la région métropolitaine trinationale du Rhin supérieur,
- le projet nécessite un « coup de pouce » financier et/ou une rapide mise en œuvre,
- les besoins en financement ne concernent pas seulement le soutien technique ; ils ne peuvent être couverts par le budget de fonctionnement du Secrétariat commun,
- le montant de l'aide sollicitée n'excède généralement pas 30.000 €,

1.3 Renseignement de la demande :

- la demande doit être dûment remplie et signée, accompagnée d'un projet de budget réaliste (équilibre des recettes et des dépenses) en Euro et de tous les documents annexes pertinents. Un plan de financement précis et détaillé est à établir sur la base des recettes et dépenses estimées (calculées),
- les demandes de financement insuffisamment détaillées et justifiées seront retournées pour complément pour une date donnée,
- les frais de déplacement ne sont pas éligibles et seront pris en charge par les collectivités employeuses respectives

2. PROCEDURE

2.1 Dépôt de la demande

- la demande sera envoyée par courrier par fax ou par courriel au Secrétariat commun,

2.2 Examen de la demande

- le Secrétariat commun, le(s) groupe(s) de travail respectif(s) et le Comité de coordination examinent dans un délai de 60 jours après réception du formulaire de demande dûment complété l'éligibilité des projets et les transmettent au Comité directeur avec une prise de position appropriée,
- la décision concernant l'affectation des fonds est prise par consensus par le Comité directeur de la Conférence du Rhin Supérieur ; le fait que les conditions d'éligibilité soient réunies n'ouvre aucun droit à l'aide,
- Les décisions peuvent être prises par consultation écrite en cas d'urgence, les membres du comité directeur disposent d'un délai de 30 jours pour faire part de leur position.

2.3 Règles d'adjudication

- pour chaque commande qui doit être attribuée à un prestataire commercial, le porteur du projet doit rédiger préalablement une description du projet. Les dispositions relatives aux marchés publics du Land de Bade-Wurtemberg s'appliquent (cf. article 2.2 de la présente convention).
- le Land du Bade-Wurtemberg (Regierungspräsidium de Fribourg), responsable du projet, se charge de la gestion des fonds venant du Fonds de coopération conformément aux règles budgétaires du Land,

2.4 Questions financières

- avant d'attribuer une commande excédant 10.000 € en vue de la mise en oeuvre d'un projet par un prestataire commercial, le porteur du projet doit établir un cahier des charges et effectuer une publication transfrontalière de l'appel d'offres conformément au règlement intérieur de la Conférence du Rhin supérieur (cf. article 2 (c) No 6) ;
 - toute prestation d'un montant inférieur devra faire l'objet d'une mise en concurrence transfrontalière par le biais d'une consultation écrite ayant recueilli un minimum de trois offres. Celles-ci proviendront au moins d'un prestataire de chacun des Etats du Rhin supérieur (Allemagne, France, Suisse) et dans lequel il a son siège. Les prestations d'un montant inférieur à 500 EUROS sont exemptées de cette procédure. Le comité de coordination peut décider d'autres exceptions au cas par cas.
 - l'organisme chargé de la gestion financière passera une convention avec le porteur du projet ; elle définira notamment les modalités de versement et, le cas échéant, de remboursement ainsi que le tribunal compétent en cas de litige,
 - le porteur du projet remettra au Regierungspräsidium de Fribourg, au plus tard dans les deux mois qui suivent l'affectation des fonds, une preuve de l'affectation (rapport et justificatif chiffré) ; à défaut de la réception du justificatif dans le délai imparti ou si les fonds versés ont été affectés à d'autres fins, l'organisme chargé de la gestion des finances réclamera le remboursement des fonds versés
- la convention sur laquelle se base le Fonds de coopération couvre la période jusqu'au 31.12.2012 ; en ce qui concerne les projets pour lesquels l'aide a été accordée pendant la durée de l'accord, les fonds accordés peuvent être versés au plus tard le 30.06.2013.

3. INFORMATIONS GENERALES

Intitulé/Thème du projet

Porteur du projet et statut juridique

Nom du directeur de projet

Adresse postale

Téléphone / fax / courriel

Tél :

Fax :

Courriel :

Coordonnées bancaires (présentes sur le R.I.B délivré par l'organisme où le compte est hébergé)

Nom et adresse des partenaires allemands / français / suisses

	Nom	Adresse
Partenaire 1		
Partenaire 2		
Partenaire 3		
Partenaire 4		
Partenaire 5		

4. INFORMATIONS SUR LE PROJET

Objectifs du projet

--

Description du projet / Phases de réalisation

--

Description des retombées attendues pour l'espace du Rhin Supérieur

--

Dans quelle mesure le projet remplit-il les critères d'éligibilité ?

- Le projet participe au positionnement du Rhin Supérieur comme région modèle :
- Projet de la Conférence F-D-CH du Rhin Supérieur :
- Le projet est transfrontalier (généralement avec des partenaires des trois pays):
- Le projet comporte une plus-value transfrontalière durable :
- Le projet nécessite un « coup de pouce » financier et / ou une mise en oeuvre rapide :
- Les besoins de financement ne concernent pas seulement le soutien technique et ne peuvent donc être couverts par le budget de fonctionnement du Secrétariat commun :
- Montant de la subvention demandée (n'excède généralement pas 30.000 €) :
Coût global du projet :

Durée du projet

...../...../200..... –/...../200.....

5. REGLES D'ADJUDICATION

En cas d'appel d'offres et d'adjudication de la commande à un prestataire commercial, le droit régissant les marchés publics du Land du Bade-Wurtemberg a été/sera pris en considération comme suit :

Les dispositions relatives aux marchés publics et de droit de la concurrence dans le Land du Bade-Wurtemberg sont disponibles au Secrétariat commun.

Si la commande attribuée à un prestataire commercial et destinée à la mise en oeuvre d'un projet excède 10 000 €, le porteur du projet doit établir un cahier des charges et publier l'appel d'offres (prière de joindre les documents annexes) :

6. SUBVENTIONNEMENT

La subvention est sollicitée pour couvrir les dépenses éligibles suivantes :

Nature des dépenses	Soutien financier	Emprunt	Service de la dette
	€	€	€

7. PLAN DE FINANCEMENT EN RECETTES ET EN DEPENSES

RECETTES	<i>Montant en €</i>	DEPENSES	<i>Montant en €</i>
1. Fonds propres de l'organe de travail de la CRS			
	<i>Total</i>		... €
- organisme	... €		... €
- €		
- €		
- €		... €
- €		
- €		... €
2. Autres fonds publics			
	<i>Total</i>		
- organisme	... €		... €
- €		... €
- €		
3. Fonds privés			
	<i>Total</i>		
- organisme	... €		
- €		
4. Recettes tirées du projet			
	<i>Total</i>		
- source	... €		
5. Subvention demandée			
	... €		
TOTAL GENERAL			
	... €	TOTAL GENERAL	... €

Les informations sont à donner de manière aussi précise que possible. Un document incomplètement rempli ne pourra être traité et instruit par les services compétents. D'éventuelles annexes peuvent être jointes pour faciliter la compréhension de la demande.

8. EXIGIBILITE DES FONDS

Le coût global du projet se répartit comme suit :		
Période	€	dont montant éligible (€)
Courant 20..		
20..		
20..		
20.. et suivantes		

Le demandeur indique que le projet n'a pas encore commencé et qu'il ne peut être entamé avant toute communication sur l'octroi de la subvention ou d'une validation éventuelle d'un démarrage anticipé.

Le demandeur indique s'il est assujéti, dans le cadre de ce projet, à une déduction de l'impôt préalable :

oui – son montant est de EUR-

non

Toute information complémentaire à ce sujet peut être fournie en tant qu'annexe (le cas échéant sur les formulaires appropriés)

Par la présente, le demandeur certifie :

- avoir pris connaissance de l'ensemble du formulaire de demande de subvention, notamment des conditions d'éligibilité et des règles de la procédure (voir page 2) ;
- l'exactitude des renseignements fournis dans la demande ; il s'engage également, à la demande du Secrétariat commun, à fournir tous les renseignements supplémentaires jugés utiles pour instruire la demande et suivre la réalisation du projet ;
- qu'il réalisera le projet en conformément à la décision de subvention si celle-ci lui est accordée.

Lieu, date

Signature du directeur de projet



GEMEINSAMER KOOPERATIONSFONDS OBERRHEIN

Antrag auf Gewährung einer Zuwendung aus dem Kooperationsfonds

PROJEKTTITEL :

1. Förderbedingungen.....	S.2
2. Verfahren.....	S.2
3. Allgemeine Informationen.....	S.3
4. Informationen über das Projekt.....	S.4
5. Vergaberegeln.....	S.6
6. Kosten und Finanzierungsplan.....	S.7
7. Fälligkeit der Kosten.....	S.8

1. FÖRDERBEDINGUNGEN

1.1 Antragsteller:

- der Antragsteller ist ein Finanzierungspartner des Kooperationsfonds als Projektträger oder der Träger eines Projekts eines Arbeitsgremiums der Oberrheinkonferenz (Verein, Institution) auf dessen Vorschlag
- eine Beteiligung eines Arbeitsgremiums der Oberrheinkonferenz an der Projektfinanzierung ist freiwillig. Bei der Projektkommunikation ist aber auf die Förderung durch die Oberrheinkonferenz hinzuweisen

1.2 Projekte:

- Projekt befördert die Positionierung und Weiterentwicklung des Oberrheins als Modellregion
- Projekt der D-F-CH Oberrheinkonferenz
- grenzüberschreitendes Projekt (i.d.R. mit Projektpartnern der drei Länder)
- Projekt mit nachhaltigem grenzüberschreitendem Mehrwert und passend zu den Zielsetzungen der Strategie der Trinationalen Metropolregion Oberrhein
- Projekt bedarf einer Anschubfinanzierung und / oder einer schnellen Umsetzung
- Finanzierungsbedarf betrifft nicht nur die technische Unterstützung und kann daher nicht aus dem Funktionsbudget des Gemeinsamen Sekretariats erfolgen
- beantragte Fördersumme beträgt in der Regel nicht mehr als 30.000 EURO

1.3 Antragstellung:

- vollständig ausgefüllter und unterzeichneter Antrag mit realistischem Budgetentwurf (Einnahmen und Ausgaben ausgeglichen) in Euro und mit allen relevanten Anlagen. Der Finanzplan ist auf Basis der erwarteten (kalkulierten) Einnahmen und Ausgaben präzise und detailliert zu erstellen.
- Nicht ausreichend aufgeschlüsselte und nicht ausreichend begründete Förderungsanträge werden mit einer einmaligen Fristsetzung zur Verbesserung zurückgesendet.
- Reisespesen sind nicht förderfähig und durch die jeweilige Anstellungskörperschaft zu tragen

2. VERFAHREN

2.1 Einreichung:

- der Antrag ist per Post, Fax oder E-Mail an das Gemeinsame Sekretariat zu senden

2.2 Beurteilung des Antrags:

- das Gemeinsame Sekretariat, die zuständige(n) Arbeitsgruppe(-n) und der Koordinationsausschuss prüfen die Förderfähigkeit der Projekte innert 60 Tagen nach Erhalt des vollständig ausgefüllten Antragsformulars und leiten diese mit einer entsprechenden Stellungnahme an das Präsidium weiter
- die Entscheidung über die Mittelverwendung erfolgt einvernehmlich durch das Präsidium der Oberrheinkonferenz; ein Anspruch auf Förderung besteht auch bei Erfüllung der Antragsbedingungen nicht
- Entscheidungen im schriftlichen Umlaufverfahren sind bei sachlicher Dringlichkeit möglich; den Mitgliedern des Präsidiums wird eine dreißigtägige Frist zur Stellungnahme eingerichtet

2.3 Vergaberecht:

- für jeden Auftrag, der an einen kommerziellen Anbieter vergeben werden soll, muss vom Projektträger zuvor eine Projektbeschreibung verfasst werden. Es gelten die vergaberechtlichen Bestimmungen des Landes Baden-Württemberg (vgl. Ziff. 2.2 der Weiterführungsvereinbarung zum Kooperationsfonds) das Land Baden-Württemberg (Regierungspräsidium Freiburg) als Projektverantwortlicher verwaltet die Mittel des Kooperationsfonds nach den haushaltsrechtlichen Vorschriften des Landes

2.4 Finanzielles:

- bevor zur Umsetzung eines Projekts durch einen kommerziellen Anbieter ein Auftrag für mehr als 10.000 EURO vergeben wird, hat der Projektträger ein Pflichtenheft zu erstellen und den Auftrag gemäß der Art. 2 (c) Nr. 6 der Geschäftsordnung der Oberrheinkonferenz öffentlich auszuschreiben.
- jeder Auftrag unterhalb dieses Betrages darf nur auf der Grundlage von mindestens drei schriftlich vorliegenden Angeboten vergeben werden. Darunter muss sich jeweils mindestens ein Angebot von einem Anbieter mit Sitz in Deutschland, ein Angebot von einem Anbieter mit Sitz in Frankreich und ein Angebot von einem Anbieter mit Sitz in der Schweiz befinden. Aufträge unterhalb von 500 EURO sind hiervon ausgenommen. Der Koordinationsausschuss des Gemeinsamen Sekretariats kann im Einzelfall weitere Ausnahmen beschließen.
- die kassenführende Stelle schließt mit dem Projektträger eine Vereinbarung ab, die insbesondere die Aus- und ggf. Rückzahlungsmodalitäten sowie das zuständige Gericht im Falle eines Rechtsstreits festlegt
- der Projektträger hat dem Regierungspräsidium Freiburg spätestens innerhalb von zwei Monaten nach Verwendung der Mittel einen Nachweis der Verwendung (Sachbericht und zahlenmäßigen Nachweis) vorzulegen; ist der Nachweis nicht rechtzeitig eingegangen oder sind die ausgezahlten Mittel zu anderen Zwecken verwendet worden, wird die kassenführende Stelle die ausgezahlten Mittel zurück fordern
die dem Kooperationsfonds zugrunde liegende Vereinbarung deckt den Zeitraum bis zum 31.12.2012; für Projekte, deren Förderung innerhalb des Vereinbarungszentrum bewilligt wurde, können die bewilligten Mittel bis spätestens 30.06.2013 ausbezahlt werden

3. ALLGEMEINE INFORMATIONEN

Projekttitel/-thema

Name des Projektträgers und Rechtsform

Name des/der Projektleiters/-leiterin

Adresse

--

Telefon / Fax / E-Mail

Tel :	Fax :
E-Mail :	

Bankverbindung (Bankleitzahl, Kontonummer, Geldinstitut)

--

Name und Adresse der deutschen / französischen / schweizerischen Partner

	Name	Adresse
Partner 1		
Partner 2		
Partner 3		
Partner 4		
Partner 5		

4. INFORMATIONEN ÜBER DAS PROJEKT**Projektziele**

--

Projektbeschreibung / Realisierungsphasen

--

Aufzählung der erwarteten Auswirkungen des Projekts auf das Oberrheingebiet

Inwieweit erfüllt das Projekt die Förderkriterien?

- Das Projekt befördert die Positionierung des Oberrheins als Modellregion:
-Zustimmung eines oder mehrerer Arbeitsgremien der Oberrheinkonferenz vorhanden (Nennung des Ansprechpartners):
- Projekt der D-F-CH Oberrheinkonferenz:
- Grenzüberschreitendes Projekt (i.d.R. mit Projektpartnern der drei Länder):
- Projekt mit nachhaltigem grenzüberschreitendem Mehrwert:
- Das Projekt bedarf einer Anschubfinanzierung und / oder einer schnellen Umsetzung:

- Der Finanzierungsbedarf betrifft nicht nur die technische Unterstützung und kann daher nicht aus dem Funktionsbudget des Gemeinsamen Sekretariats erfolgen:

- Die beantragte Zuwendung beträgt (in der Regel nicht mehr als 30.000 EURO):

Gesamtkosten des Projekts:

Projektdauer

...../...../200.... –/...../200.....

5. VERGABEREGELN

**Für den Fall der Angebotseinholung und Auftragsvergabe an einen kommerziellen Anbieter:
Das Vergaberecht des Landes Baden-Württemberg wurde/wird wie folgt berücksichtigt :**

Die vergaberechtlichen Bestimmungen des Landes Baden-Württemberg können beim Gemeinsamen Sekretariat angefordert werden.

**Für den Fall der Auftragsvergabe für mehr als 10.000 € zur Umsetzung eines Projekts durch einen kommerziellen Anbieter:
Der Projektträger hat ein Pflichtenheft erstellt und den Auftrag öffentlich ausgeschrieben (bitte Anlagen beifügen):**

6. KOSTEN- UND FINANZIERUNGSPLAN

EINNAHMEN	<i>Betrag in €</i>	AUSGABEN	<i>Betrag in €</i>
1. Eigenmittel von Mitgliedern des ORK-Arbeitsgremiums			
	<i>Gesamt</i>		
- Einrichtung	... €		
- €		
- €		
- €		
2. Sonstige öffentliche Mittel			
	<i>Gesamt</i>		
- Einrichtung	... €		
- €		
3. Private Mittel			
	<i>Gesamt</i>		
- Einrichtung	... €		
- €		
4. Einnahmen aus dem Projekt			
	<i>Gesamt</i>		
- Quelle	... €		
5. Beantragte Förderung			
	... €		
GESAMT			
	... €	GESAMT	... €

Die Angaben sind so präzise wie möglich zu machen. Ein unvollständig ausgefüllter Antrag kann von den zuständigen Stellen weder behandelt noch vervollständigt werden. Eventuelle Anlagen können beigelegt werden, um den Antrag genauer zu beschreiben.

7. FÄLLIGKEIT DER KOSTEN

Von den Gesamtkosten fallen voraussichtlich an:		
Zeitraum	€	davon zuwendungsfähige Ausgaben (€)
Im laufenden Jahr 20..		
20..		
20..		
20.. und folgende		

Der Antragsteller erklärt, dass das Vorhaben noch nicht begonnen ist und dass es auch nicht vor der Bekanntgabe des Zuwendungsbescheides bzw. vor der etwaigen Genehmigung des vorzeitigen Beginns in Angriff genommen wird.

Der Antragsteller erklärt, dass er für dieses Vorhaben zum Vorsteuerabzug

berechtigt ist - er beträgt EUR-

nicht berechtigt ist.

Ergänzende Angaben und ggf. Übersicht über Anlagen (soweit erforderlich, ggf. auf gesondertem Blatt).

Hiermit bestätigt der Antragsteller:

- dass er den gesamten Antrag auf Gewährung einer Zuwendung zur Kenntnis genommen hat, insbesondere die Förderbedingungen und Verfahrensregeln (siehe Seite 2);
- dass die im Antrag gemachten Angaben richtig und genau sind und dass auf Anfrage des Gemeinsamen Sekretariats jede weitere für die Antragsbearbeitung und Begleitung der Projektrealisierung notwendige Auskunft gegeben wird;
- dass er das Projekt in Übereinstimmung mit der gegebenenfalls erteilten Finanzierungsbewilligung durchführen wird.

Ort, Datum

Unterschrift des Projektleiters

Contributions au fonds commun de coopération Rhin supérieur (en €)
 Beiträge zum gemeinsamen Kooperationsfonds Oberrhein (in €)

Annexe 2 à la convention relative à la mise en place d'un « Fonds commun de coopération Rhin supérieur » de la Conférence franco-germano-suisse du Rhin Supérieur
 Anhang 2 zur Vereinbarung über die Einrichtung eines "Gemeinsamen Kooperationsfonds Oberrhein" der Deutsch-französisch-schweizerischen Oberrheinkonferenz

Kofinanzierer / Cofinanceurs	Jahresbetrag/ Contributions annuelles	Total
Deutschland	33333	33333
Baden-Württemberg	22221	22221
Rheinland-Pfalz	11112	11112
France	33333	33333
Etat Français	8333	8333
Région Alsace	8334	8334
Conseil général du Bas-Rhin	8333	8333
Conseil général du Haut-Rhin	8333	8333
Schweiz	33334	33334
Kanton Basel-Stadt	14000	14000
Kanton Basel-Landschaft	14000	14000
Kanton Aargau	4000	4000
Kanton Solothurn	667	667
République et canton du Jura	667	667
Total	100000	100000